



Observatoire  
de Paris

| PSL 

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

---













#### MAINTENANCE DES INSTALLATIONS HAUTE TENSION SUR LES SITES DE PARIS ET MEUDON

---

Date et heure limites de réception des offres :  
(12 juin 2026 à 17h)

Observatoire de Paris  
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,  
BP 12  
75014 PARIS

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Maintenance des installations haute tension sur les sites de Paris et Meudon
	<b>Procédure</b>	Procédure Adaptée
	<b>Type de contrat</b>	Marché de services
	<b>Nombre de lots</b>	Le marché n'est pas alloti
	<b>Délai de validité des offres</b>	4 mois
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	1 an ferme, à compter de la notification du marché avec trois reconductions d'un an
	<b>Négociation</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme du contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	5
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes .....	5
2.4 - Développement durable .....	5
3 - Conditions relatives au contrat .....	6
3.1 - Durée du marché .....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation .....	7
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	8
5.1 - Documents à produire.....	8
5.2 - Visites sur site .....	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
6.1 - Transmission électronique .....	10
6.2 - Transmission sous support papier .....	11
7 - Examen des candidatures et des offres .....	12
7.1 - Sélection des candidatures .....	12
7.2 - Attribution des marchés.....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	14
8 - Renseignements complémentaires.....	14
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	14
8.2 - Procédures de recours .....	15

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

Le présent marché a pour objet la maintenance annuelle des cabines haute tension, des tableaux généraux basse tension (TGBT), d'un groupe électrogène, ainsi qu'un service d'astreinte disponible 24/24 heures et 7/7 jours, sur les sites de Paris et de Meudon de l'Observatoire de Paris.

Lieux d'exécution :

Site	Adresse
Site de Paris	61, avenue de l'observatoire - 75014 PARIS
Site de Meudon	05, place jules Janssen - 92190 MEUDON

Les caractéristiques détaillées des prestations attendues sont définies dans le cahier des clauses particulières (C.C.P).

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée, conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme du contrat

En application de l'article R.2112-6 du Code de la commande publique, il est conclu selon les modalités suivantes :

- A prix global et forfaitaire, conformément au prix indiqué dans l'acte d'engagement pour la partie récurrente et non fractionnée du marché ;
- A prix unitaires, conformément aux prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires

(B.P.U.) pour la partie ponctuelle du marché.

Pour la partie ponctuelle du marché, les prestations feront l'objet de l'émission de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire peut être amené à effectuer des prestations sur bons de commande pour les prestations ne faisant pas partie du forfait de rémunération, et notamment pour toute demande d'intervention de l'Observatoire de Paris ne rentrant pas dans les missions dues par le titulaire au titre du forfait de rémunération.

Le cas échéant, le titulaire adresse un devis du montant proposé pour la réalisation desdites prestations sur la base des prix du BPU. La fourniture de pièces ne figurant pas au BPU font l'objet d'un devis chiffré adressé à l'Observatoire de Paris.

Les prestations à prix unitaires sont exécutées dans la limite d'un **montant maximum de 40 000 € HT** sur la durée totale du marché, périodes de reconduction incluses.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. Le marché est conclu en lot unique, les deux sites (Paris et Meudon) étant techniquement interdépendants et relevant d'un même besoin de continuité de service.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

50711000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiments
------------	--

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Conformément aux dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du présent marché un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés pourront être conclus sans publicité ni mise en concurrence préalable et dans un délai de trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Les candidats sont engagés par leur offre pendant toute cette période. Passé ce délai, les candidats non retenus sont libérés de leurs engagements

## 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Les candidatures en groupement solidaire ou en groupement conjoint sont acceptées.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats doivent présenter une offre strictement conforme aux exigences du dossier de consultation, en couvrant l'intégralité du périmètre technique défini dans le cahier des clauses particulières (C.C.P.)

## 2.4 - Développement durable

Les offres sont appréciées notamment au regard des engagements en matière de responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (RSE), conformément aux dispositions de l'article L.2111-2 du Code de la commande publique qui permettent à l'acheteur de prendre en compte des considérations relatives à l'environnement, au domaine social ou à l'emploi.

À ce titre, les candidats décrivent dans la trame de réponse technique les mesures concrètes mises en œuvre ou envisagées, notamment :

- La gestion responsable des déchets issus de la maintenance (huiles usagées, filtres, matériels électriques en fin de vie) ;
- La réduction de l'empreinte carbone liée aux déplacements des équipes d'intervention ;
- Le respect des normes en matière de santé et de sécurité au travail.

Ces éléments sont pris en compte dans l'analyse des offres conformément aux critères d'attribution définis à l'article 7.2 du présent règlement

## **3 - Conditions relatives au contrat**

### **3.1 - Durée du marché**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire, pour une durée d'un (1) an.

Il peut être reconduit trois (3) fois pour des périodes d'un an, soit une durée totale maximale de quatre (4) ans.

En cas de décision de non-reconduction, l'Observatoire de Paris en avise le titulaire deux mois (2) avant le terme de la période en cours.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

### **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les factures seront transmises exclusivement via le portail de facturation électronique Chorus Pro.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au C.C.P., ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

N°	Pièce
1	L'acte d'engagement (AE)
2	L'annexe n°1 à l'acte d'engagement - le Bordereau des Prix Unitaire (B.P.U)
3	Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) regroupant les clauses administratives et techniques
4	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, version en vigueur à la date de notification du marché
5	La trame de réponse technique (T.R.T)*
6	Le présent règlement de la consultation (RC).

\* Les candidats sont tenus de compléter intégralement la trame de réponse technique jointe au dossier de consultation.

Cette trame constitue le support principal d'analyse des offres. Les candidats peuvent, le cas échéant, compléter certaines réponses par des renvois précis à des éléments figurant dans leur mémoire technique ou dans des annexes.

Les renvois doivent être explicites et comporter les références exactes des documents et pages concernées. À défaut, ou en cas de renvoi erroné, imprécis ou incomplet, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas prendre en compte les éléments concernés dans l'analyse de l'offre.

Il appartient aux candidats de veiller à la cohérence et à l'exactitude des informations transmises. Le non-respect de ces exigences pourra être pris en compte dans l'analyse de l'offre et, le cas échéant, conduire à sa déclaration d'irrégularité.

Le DCE est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retirés le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.  
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 ou DUME - Lettre de candidature et désignation du mandataire en cas de groupement	Non
DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de cinq ans seront pris en compte.	Non
Qualifications et habilitations réglementaires minimales requises dans le CCP.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).



Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature de l'entreprise
L'Acte d'Engagement (A.E.) dûment complété et signé, mentionnant le montant forfaitaire annuel des prestations, conformément au montant figurant dans la D.P.G.F (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire). En cas de contradiction entre les deux documents, l'acte d'engagement prime.	Oui
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) complétée	Non
Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) complété	Non
La trame de réponse technique répondant aux critères d'attribution définis à l'article 7.2 du présent RC*	Non
Attestation de visite remise lors de la visite obligatoire	Oui

\*Les candidats sont tenus de compléter intégralement la trame de réponse technique jointe au dossier de consultation.

Cette trame constitue le support principal d'analyse des offres. Les candidats peuvent, le cas échéant, compléter certaines réponses par des renvois précis à des éléments figurant dans leur mémoire technique ou dans des annexes.

Les renvois doivent être explicites et comporter les références exactes des documents et pages concernées. À défaut, ou en cas de renvoi erroné, imprécis ou incomplet, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas prendre en compte les éléments concernés dans l'analyse de l'offre.

Il appartient aux candidats de veiller à la cohérence et à l'exactitude des informations transmises. Le non-respect de ces exigences pourra être pris en compte dans l'analyse de l'offre et, le cas échéant, conduire à sa déclaration d'irrégularité.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée et le montant sous-traité, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire afin de permettre aux candidats de prendre connaissance des installations faisant l'objet du marché (cabines haute tension, TGBT, groupe électrogène sur les sites de Paris et Meudon).

Dates/heures des visites sont les suivants :

Date	Paris	Meudon
Vendredi 22 mai 2026	10H	14H
Mercredi 03 juin 2026	10H	14H

Adresses des sites :

- **Paris** : 61, avenue de l'observatoire - 75014 PARIS
- **Meudon** : 5, place Jules Janssen - 92190 MEUDON

À cette fin, les candidats doivent impérativement prendre rendez-vous auprès du référent technique de l'Observatoire de Paris, dont les coordonnées figurent ci-dessous, au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de remise des offres.

Contact : M. Phillipe DELOYE	Courriel : <a href="mailto:Philippe.Deloye@obspm.fr">Philippe.Deloye@obspm.fr</a> et <a href="mailto:direction.dil@obspm.fr">direction.dil@obspm.fr</a>
------------------------------	---

Une attestation de visite sera remise aux candidats à l'issue de la visite. Cette attestation devra être jointe à l'offre.

Compte tenu de la nature des installations et des contraintes techniques et de sécurité associées, l'absence de visite est susceptible d'entraîner l'irrégularité de l'offre.

En tout état de cause, les candidats ne pourront invoquer une méconnaissance des lieux, des contraintes d'exploitation ou des caractéristiques des installations à l'appui d'une réclamation postérieure à la notification du marché.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

OBSERVATOIRE DE PARIS - SERVICES ACHATS ET DES MARCHES  
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE BP - 12 - 75014 PARIS

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée, sauf en cas de copie de sauvegarde conformément aux dispositions en vigueur.

Tout pli transmis uniquement sous format papier sera rejeté sans examen.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de dix (10) jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée et rendue acceptable pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière à l'issue de la négociation ou suite à une demande de régularisation, sera définitivement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et qu'elle n'entraîne pas de modification substantielle du marché.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les critères d'attribution retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Marché public de services portant sur la Maintenance des installations haute tension sur les sites de Paris et Meudon	Pondération
<p><b><u>Critère n°1</u> « Prix » sera évalué comme suit :</b></p> <p>1.1 Évalué sur la base du montant forfaitaire annuel HT de la D.P.G.F. (partie récurrente). La note maximale est attribuée à l'offre la moins disante. Les autres offres sont notées proportionnellement : 35 points</p> <p>1.2 Evalué sur la base des prix unitaires indiqués dans le Bordereaux des prix unitaires : 15 points</p>	<p><b>50 points</b></p>
<p><b><u>Critère n°2</u> : Valeur technique</b></p> <p>Ce critère sera apprécié au vu des éléments apportés par le candidat dans sa trame de réponse technique sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2.1 - Organisation et méthodologie -15 points</li> </ul> <p>Ce sous-critère apprécie la pertinence de l'organisation proposée pour assurer l'exploitation et la maintenance préventive et corrective des installations.</p> <p>Seront notamment examinés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la méthodologie générale d'exploitation et de maintenance ;</li> <li>• les modalités de planification, de suivi et de priorisation des interventions ; les modalités de coordination avec les représentants de l'Observatoire de Paris ;</li> <li>• la prise en compte des contraintes d'exploitation propres aux sites ;</li> <li>• les procédures mises en œuvre en matière de sécurité des interventions, notamment les procédures de consignation et de déconsignation ;</li> <li>• les modalités de traçabilité et de reporting des interventions.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2.2 - Moyens humains et techniques mis à disposition - 15 points</li> </ul> <p>Ce sous-critère apprécie l'adéquation des moyens affectés à l'exécution du marché.</p> <p>Seront notamment examinés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la composition et l'organisation de l'équipe dédiée ;</li> <li>• les compétences, qualifications et habilitations du personnel affecté au marché ;</li> <li>• les compétences et le rôle de l'encadrement technique ;</li> <li>• les moyens matériels et équipements de contrôle mis à disposition ;</li> </ul> <p>2.3 - Continuité de service et gestion des situations critiques 10 points:</p> <p>Ce sous-critère apprécie la capacité du candidat à garantir la continuité de service des installations.</p> <p>Seront notamment examinés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'organisation prévue pour les interventions d'urgence ;</li> </ul>	<p><b>40 points</b></p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les modalités d’astreinte et de permanence ;</li> <li>• la capacité de mobilisation des moyens en situation critique ;</li> <li>• les procédures de gestion des incidents et de remise en exploitation ;</li> <li>• les délais d’intervention proposés par le candidat au regard des délais minimaux fixés au CCP.</li> </ul> <p>Les délais d’intervention fixés au CCP constituent des exigences minimales contractuelles. Des délais plus courts pourront être proposés par les candidats et seront valorisés dans l’analyse des offres, sous réserve de leur caractère réaliste et cohérent avec les moyens présentés.</p>	
<p><b><u>Critère n°3 : Développement durable /RSE</u></b></p> <p>Ce sous-critère apprécie la pertinence des dispositions proposées par le candidat en matière de gestion environnementale, de sécurité et de maîtrise des impacts liés aux opérations de maintenance des installations haute tension, notamment concernant la gestion et la traçabilité des déchets, la limitation des impacts environnementaux des interventions et des déplacements, le recours à des solutions et matériaux favorisant la performance énergétique, ainsi que les mesures prévues en matière d’hygiène et de sécurité lors des interventions.</p>	<b>10 points</b>
<b><u>Total</u></b>	<b>100 Points</b>

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

Après analyse des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats ayant présenté les offres les mieux classées. Il se réserve toutefois la faculté d’attribuer le marché sur la seule base des offres initiales, sans recourir à une phase de négociation.

L’offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Si le candidat pressenti ne produit pas ces documents dans le délai imparti ou si l’un d’eux révèle une cause d’exclusion, le pouvoir adjudicateur retient l’offre du candidat classé second, et ainsi de suite.

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l’intermédiaire du profil d’acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l’adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l’ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

## 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris  
7 rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04  
Tél : 01 44 59 44 00 -- Télécopie : 01 44 59 46 46  
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :  
Tribunal Administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 44 59 44 00  
Télécopie : 01 44 59 46 46  
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

